L'ABEILLE.

Journal officiel de l'Etat et de la Ville,
Imprimé par J. Bayon.

NOUVELLE-ORLEANS :
LUNDI MATIN, 2 MAI 1836.

POUR PRESIDENT.
M. VAN BUREN.
POUR VICE PRESIDENT :
RD. M. JOHNSON.

La députation d'Orléans nommée pour assister à la convention de Bâton Rouge est partie hier, à 9 heures du matin à bord du bateau à vapeur Bayou Sarah.

Nous donnons dans la partie anglaise de ce journal la proclamation du Gouverneur White pour les élections, en juillet prochain, des représentants et des sénateurs à la Législature d'Etat et au Congrès, dont le terme de service expire à cette époque. Si nous ne donnons pas ce document en français c'est qu'il ne nous est pas parvenu du bureau du Gouverneur. Nous le recevrons probablement aujourd'hui.

Conformément au vœu de la 20e. section de l'acte de division de la ville le Conseil général des trois municipalités se réunira ce soir à la maison de ville. Si les 3 représentations se trouvent au complet, il est à présumer que le local ne sera pas assez vaste pour les contenir. Ne serait-il pas convenable, si tel est le cas, de faire usage momentanément de la galerie du Principal ?

Nous apprenons que plusieurs membres des municipalités Nos. 2 et 3, se refusent d'assister à l'assemblée générale des trois Conseils, en ce que la vérification des qualités éligibles des députés de la première municipalité ne s'est pas encore faite. Nous ne savons pas jusqu'à quel point ces objections peuvent être valides ; nous serions même plutôt porté à croire qu'elles ne le sont pas car, supposons qu'il n'y eut qu'un seul conseil et que ce fut celui de la municipalité No. 1, qui pourrait contester la légalité de ses séances, bien que l'examen du retour des élections n'eût pas encore eu lieu ? Il nous semble à nous qu'il n'entre pas dans le cercle des pouvoirs des deux autres municipalités de décider du droit qu'a ou que n'a pas le premier conseil de siéger

D'un autre côté, bien que la vérification n'ait pas été faite, on doit supposer que tous les membres élus ont les qualités requises par la loi, jusqu'à ce que le contraire soit prouvé. Si l'on en veut une preuve, on la trouvera dans les deux autres Conseils. L'élection de Mrs. Bringier et Twogood est contestée. Eh bien ! ne sont-ils pas habiles à siéger, à prendre part aux délibérations, à voter même sur les questions de la plus haute importance, tant que leur élection n'aura pas déclarée nulle. Un vote donné au nom du peuple ne saurait être perdu que lorsqu'il a été reconnu et déclaré illégal

D'après ces réflexions qui doivent paraître assez justes, nous nous plaisons à croire qu'il n'y aura aucun empêchement à la réunion de ce soir à séance d'ailleurs est d'un intérêt assez majeur pour la ville.

Les Conseils des trois municipalités se sont réunis samedi dernier. Ces séances purement préparatoires ont eu pour objet d'organiser les diverses assemblées de manière à pouvoir entrer aussi promptement que possible en opération. Nul doute que nos aldermen ne soient bien pénétrés de l'importance de leur mandat et qu'ils ne travaillent au mieux des intérêts de leurs constituans. Cependant malgré tout le désir qu'ils peuvent avoir de bien faire, nous n'admettrons jamais qu'il faille s'en tenir exclusivement à un système purement économique. L'économie poussée trop loin ressemble trop souvent à l'avarice, à la ladrerie même ; et il ne conviendrait pas à un corps aussi respectable que le Conseil, de chercher à rétablir les finances qui sont peut être en assez mauvais état, en faisant des épargnes de bouts de chandelle. Notre intention n'est pas toutefois de dire qu'il ne serait pas nécessaire d'établir une sage administration qui sût calculer ce que peut dépenser le trésor de la cité, et vouloir proportionner les déboursés aux revenus. Mais se refuser à accorder une amélioration indispensable, parce que les finances seraient momentanément dans un état de gêne, ce serait poser un principe trop préjudiciable à la splendeur à venir de la Nouvelle-Orléans. Notre magnifique, à nous citoyens du siècle actuel, est de léguer à nos descendans une ville qui ne laisse rien à désirer sous le rapport des commodités publiques, de l'élégance et de la beauté ; quitte à ceux qui viendront après nous à payer de leurs propres deniers ce que nous aurons fait pour eux. Si l'économie qu'on voudrait apporter dans le système actuel de notre administration eut été suivie rigoureusement par nos devanciers, que serions-nous maintenant ? Certes, la N. Orléans ne serait pas encore la première métropole des Etats-Unis, après New-York, et nous serions réduits peut-être au même point où nous trouvions il y a 25 ou 30 années.

Le système d'améliorations doit marcher de pair avec le commerce. la richesse et surtout avec l'augmentation de notre population : il serait donc aussi inconcevant que ridicule de vouloir établir nos dépenses de 1836 sur les mêmes bases que celles de 1810, 11 et 12.

Nous sommes trop persuadé que nos aldermen ont fait cette réflexion avant nous pour chercher à entrer dans de plus grands détails à ce sujet. Nous sommes d'ailleurs tellement convaincus des lumières, de la sagesse et du patriotisme des membres du comité de finances et des divers autres comités permanens qu'il ne saurait exister le moindre doute dans notre esprit, quant à la manière équitable avec laquelle les fonds de la ville seront appliqués aux améliorations locales.

Nous n'achèverons pas sans dire qu'il nous serait pénible d'entendre au Conseil aucun mot qui put avoir une tendance à accuser l'ancien Conseil pour ce qu'il aurait pu faire dans un but d'utilité publique ; encore qu'il eut, en le faisant, appauvri le trésor de la ville. Nos ex-aldermen, nous nous plaisons à le croire, ont agi consciencieusement ; leurs actes publics doivent donc être respectés ; et s'ils ont pu commettre quelque faute, c'est à l'opinion publique à en décider. Que l'on corrige les abus qui existent dans les ordonnances; si toutefois il s'en trouve, mais que l'on n'attaque jamais les motifs qui ont pu engager les membres d'alors à les passer.

TEXAS.

Nous obtiendrons d'un passager de la goélette Compeau, arrivée dans la soirée de samedi dernier, de Matamores une liste des individus faits prisonniers à San Patricio le 14 de mars dernier, et fusillés à Matamores le 14 d'avril suivant. Voici les noms de ces malheureux :

F. L. Curtis, Samuel McCauly, Thomas T. Mitchell, S. B. Brown, G Copeland, W Langinham, B F E Magee, J Francis, N Jones, W Hall, L H Ben, W Brunard.

M. Wm. Levin, officier à bord de la goélette Invincible, a été fusillé au Brazos.

Nous apprenons également que le brick américain Jane, capitaine Williams fut séquestré à Matamoros, et le capitaine mis en prison pour avoir hissé le pavillon des Etats-Unis et placé au-dessous celui de la république mexicaine.

Cet acte a été considéré comme un signal pour appeler un bâtiment de guerre Américain qui se trouvait en dehors du port

Nous tenons à la même de pouvoir affirmer que les rapports qui ont circulé hier, relativement à la défaite des troupes du général Houston, sont entièrement erronnés ; rien de semblable n'a eu lieu. Nous avons appris seulement que le général avait l'intention de se replier vers la Sabine.

L'Editeur du *Cierre Atlantico* a eu la complaisance de nous communiquer une lettre, qu'il publie dans son numéro de ce jour, datée de Mexico, le 5 avril dernier, par laquelle il est assuré que le projet de Santa Anna, d'accord, la noblesse et les Espagnols influens du moment, serait de transformer la république actuelle en un beau royaume, ayant pour nom celui de Nouvelle Espagne et dont le monarque serait le président actuel. Il serait déjà question, de la part de Santa Anna, de répudier sa femme, Doña Inez, pour épouser la reine régente de la péninsule, doña Cristina d'Espagne, si la prétention du petit potentat !

Municipalité de Ville de la Nlle.-Orléans.

PREMIERE MUNICIPALITE.

Séance du 30 avril 1836

A 8 heures dix minutes, M. P Bertus, recorder nouvellement élu prend son siége de Président.

Les membres dont les noms suivent répondent à l'appel nominal, savoir : MM. Armas, Buisson, Bertus, (E.) Castin, Cougot, Cruzat, Duplessis, Grailhe, Lafargue, Laurent, Lessepe, Pédesclaux, Philips, Pichot, Pilié, Rocelius, Schmidt et Wilcox. Peu après, les autres membres arrivent et le Conseil se trouve au grand complet.

M. Cougot fait la motion que les anciens réglemens du Conseil de Ville soient temporairement maintenus en vigueur pour le Conseil actuel, et qu'un comité de 5 membres soit nommé à l'effet d'en rédiger de nouveaux.

M. Pedesclaux pense que le Conseil devrait avant tout, procéder à son organisation. La première chose selon lui, serait de vérifier le retour des élections, car, sans cela, qui pourrait savoir si tel membre appelé à voter sur une question aurait les qualités voulues par la loi pour siéger comme alderman, et s'il ne les possédait pas à coup sûr son vote serait illégal, et en cela il ne faut pas jouer quel point les procédures du corps paraîtraient valides.

M. Buisson dit que la présomption doit être que chacun des membres formant le Conseil actuel ont toutes les qualifications requises pour siéger ; et que jusqu'à ce que le contraire soit prouvé cette présomption doit suffire pour rendre légaux tous les actes de ce corps.

M. Pichot fait observer que le membre du premier district (M. Philips) est complètement dans l'erreur quant à l'opinion qu'il vient d'émettre ; l'urgence n'est pas telle qu'il faille procéder de suite à l'examen des retours d'élections, et, à supposer que son honorable collègue eut raison dans ce qu'il vient de dire que deviendrait le Conseil dans le cas où la vérification occupât deux ou trois séances consécutives. Il faudrait nécessairement conclure que rien de ce que le Conseil ferait ne serait revêtu d'un caractère légal.

La motion de M. Canon est mise aux voix et adoptée : le Recorder nomme MM. Canon, Buisson, Pedesclaux, Pichot et Schmidt, pour former le comité chargé de rédiger les nouveaux réglemens du Conseil.

M. De Armas fait la motion qu'un comité de trois membres soit nommé à l'effet de vérifier les élections du maire, et celle du recorder et des aldermen de la première municipalité.

Cette motion est adoptée et Mrs. De Armas, Pitot et Buisson sont nommés membres de ce comité.

M. Buisson demande un recès de dix minutes pour que le comité fasse la vérification desdites élections et présente son rapport à ce sujet.

M. Canon combat cette motion en tant que le recès demandé ne serait pas suffisant pour permettre aux membres du comité de remplir consciencieusement le mandat qui lui est confié. Chacun des membres élus doit être muni de ses titres non pas d'un simple certificat du trésorier de la ville, constatant qu'il paie taxe, mais d'un acte authentique et des autres pièces qu'il faut pour prouver qu'il a toutes les qualités requises par la loi pour siéger au Conseil : il ne sache pas qu'aucun de ses collègues présens ait pensé à se pourvoir de ces documens ; quant à lui, il n'a pas les siens sur lui : de sorte qu'il sera de toute impossibilité au comité qui se ra nommé de faire son rapport dans la séance actuelle. Il proposera donc qu'au lieu du recès demandé par le membre du 5me. district le Conseil décide qu'un recès raisonnable sera accordé aux membres du second district : 25 membres élus sont réunis maintenant dans le Conseil chacun des membres doit présenter son titre, un document authentique qui prouve qu'il est propriétaire d'un bien-fonds au moins de la valeur fixé par la loi. Il le répète encore : le comité ne devra pas s'en tenir au simple certificat du trésorier mais il faudra exiger la fourniture de l'acte même dont doit présenter son extrait de naissance. Comment peut-on présumer que le travail à faire s'achèvera consciencieusement et légalement dans le cours de la séance secrette. Cela est impossible : comme l'a très bien fait observer le membre du 2me. district, M. De Armas, les corps législatifs ont une manière de procéder qu'on peut suivre à la lettre sans craindre de se tromper, c'est la seule d'ailleurs qui soit praticable si l'on veut arriver à un résultat légal. Qu'on se rappelle que dans une des élections de l'Etat M. Livingston a été nommé représentant, sans avoir les qualités requises par la loi : ce membre a conservé son siége pendant 3 mois entiers. Il a été assez habile à voter sur toutes les questions qui se présentèrent. Ce ne fut qu'au bout de ce temps que le comité des élections présenta son rapport par lequel la nomination de M. Livingston fut déclarée nulle. Les actes de la Législature n'ont jamais été considérés comme non valides par cette raison qu'un membre siégeant sans en avoir le droit y avait pris une part active.

M. De Armas dit que s'il ne faisait pas partie du comité nommé pour vérifier les élections il pourrait peut-être voter en faveur de la résolution ; mais comme son mandat lui impose des devoirs sacrés à remplir, il ne croit pas devoir le sacrifier. Il est persuadé que ce comité ne pourra pas examiner dans le délai fixé tous les titres qui lui seront transmis. Il ne pourra donc pas faire un rapport satisfaisant et pour lui, et pour le Conseil, et pour le peuple dont les intérêts sont en ce moment entre les mains des aldermen, plutôt que de consentir, soit à la motion du membre du 5me. district, soit à la résolution du membre du 2me. district (M. Buisson) il préfèrera résigner son emploi dans ledit comité

M Schmidt pense qu'il y a un moyen de concilier toutes les opinions. Que le comité, dit l'honorable membre se retire dans la chambre des conférences; qu'il examine les documens qui lui seront soumis ; et s'il passe que le temps accordé ne suffit pas à la vérification voulue, le rapport du comité ne sera fait que lorsque le Conseil prendra des mesures à cet effet et accordera un temps raisonnable pour achever le travail commencé. Cette motion n'étant pas secondée n'est pas prise en considération

Sur motion, la résolution de M. Grailhe est déposée sur le bureau.

Sur motion de M. Pitot, le Conseil procède à la nomination d'un secrétaire—Le résultat du scrutin a été comme suit :

Sur 24 votes donnés, M Augustin en a obtenu 14, M Révoile 10—M Augustin est en conséquence proclamé comme secrétaire dûment élu du Conseil de la première municipalité.

M. Marchand ayant fait la motion que le Conseil procédât à la nomination du trésorier de la première municipalité.

M Canon fait observer, qu'avant de voter sur cette question, il désire savoir s'il ne serait pas nécessaire avant tout de procéder à l'élection d'un comité de finances qui sera chargé de faire un rapport et de présenter une résolution pour fixer les honoraires de cet officier. Il est certain que, par suite de l'acte de division de la ville en trois municipalités distinctes, les devoirs du trésorier seront moindres qu'ils ne l'étaient précédemment. Il est d'ailleurs indispensable d'établir un système d'économie dans les affaires de la ville, qui ne sont malheureusement que trop délabrées dans le moment actuel—Il est en outre de toute équité de fixer pour le trésorier un salaire proportionné au travail qu'il aura à remplir dans l'exercice de ses fonctions. Il ne serait pas convenable de nommer maintenant cet officier : ce serait lui donner à entendre, peut être, qu'il aura droit aux mêmes émoluments que ceux qu'il recevait précédemment.

M Marcier retire sa motion, en alléguant qu'il est indispensable d'avoir d'abord un trésor, avant que de procéder à l'élection d'un trésorier

M. De Armas fait la motion que le Conseil procède à la nomination des divers comités permanens et que cette nomination soit faite par la voie du scrutin. Le Conseil général, dit l'honorable membre, s'assemblera lundi prochain; la première municipalité doit donc être organisée de manière à pouvoir siéger dans cette séance. La principale chose à faire serait de nommer les officiers du dedans, avant que de s'occuper de l'élection des officiers du dehors.

M. Canon seconde cette motion. Il propose cependant qu'un comité de correspondance soit ajouté à la liste des autres comités permanens. Par la section 30e. de la loi de division. Le conseil général devra se réunir toutes les fois que le maire ou deux des conseils le demanderont. D'après cette disposition il est de toute nécessité qu'une correspondance soit établie entre les divers conseils de la cité pour savoir quand, comment, et pourquoi le conseil général s'assemblera.

La motion ainsi amendée étant mise aux voix et adoptée, le Conseil procède à l'élection des comités permanens.

Les divers scrutins ayant passé, les membres dont les noms suivent ont été reconnus dûment élus.

Comité de Finances.
MM. Lessepe, Armas et Grailhe.

Comité de Pavage,
MM. High, Bertus, Cruzat.

Comité sur les incendies,
MM. Duplessis, Philips, Wilcox.

Comité des prisons,
MM. Thomas, Cougot, Laurent.

Comité de constructions,
MM. Buisson, Mercier, Pitot.

Comité d'améliorations,
MM. Bouligny, Johns, Cougot.

Comité de réclamations,
MM. Grailhe, Grailhe, Lafargue.

Comité de santé,
MM. Thomas, Pichot, Pedesclaux.

Comité de Justice.
MM. De Armas, Schmidt, Roselius.

Comité de Vigilance.
MM. De Armas, High, Roselius.

Comité de Correspondance
MM. Canon, Pichot, Duplessis.

Lecture est donnée un la lettre suivante du maire :

MAIRIE DE LA NLLE.-ORLEANS.
30 *Avril* 1836

M. le Président et MM. les membres du conseil de la première Municipalité.

Messieurs, considérant [illegible] les principaux [illegible] titres des aldermen qui ont droit à siéger au conseil, et à organiser les différens comités, mon seul objet aujourd'hui est de vous transmettre les boites de scrutin de l'élection qui a eu lieu le 25 avril, dans les districts de la première municipalité. Le conseil général devant se réunir, conformément à la loi, lundi prochain, 2 mai, je transmettrai à cette assemblée, un état des propriétés foncières de la ville, ainsi que de sa dette et de ses ressources, soit en espèces ou actions de Banque, si je puis avant le jour fixé obtenir tous les renseignemens et détails nécessaires des différentes branches de l'administration.

Je suis, Messieurs,
Votre très humble serviteur.
DENIS PRIEUR, Maire.

Le conseil prend communication de la lettre suivante du maire, dont la première lecture est faite, et qui reste déposée sur le bureau, conformément aux réglemens pour être lue une seconde fois.

Sur motion de M. Pichot, le conseil procède à l'élection de deux commissaires de la caisse d'amortissement.

MM. Canon et Lessers sont nommés en cette qualité.

M. Buisson présente une résolution ayant pour objet d'établir les appointemens du trésorier, du secrétaire et du sergent d'armes.

Sur motion, cette résolution est référée au comité de finances.

M. Mercier offre une résolution relative à l'élection de l'imprimeur de la ville et aux devoirs qui lui seront imposés.

Sur motion, référée à un comité spécial composé de MM. Mercier, Pichot et Pitot.

M. Grailhe présente une résolution pour changer le mode actuel d'éclairage du conseil, c'est à dire, pour remplacer par les bougies, le gaz dont on fait usage—le lundi 9 mai prochain, l'élection d'un représentant au jury de police par chacun des Districts ci-après dénommés aura lieu, savoir :

Dans la 1ère. Municipalité.

Pour le 1er. District, à la cour du juge Guyol, rue Condé, sous la présidence du juge Guyol.

Pour le 3e District, chez M. Lanothe, rue Chartres, sous la présidence de MM. J. Lanothe et ——.

Pour la 3e District, chez Mr Jn. Davis, rue d'Orléans, sous la présidence de MM. Roufine Fernandez et M. Cruzat.

Pour le 4e District, chez Mr. Joseph Sauvinet, sous la présidence de MM. P. A Rousseau et J. B. Laporte.

Pour le 5e District, chez Mr. Bowman, au Bassin, sous la présidence de MM. Bowman et Fréd. Roy.

Dans la 2e. Municipalité.

Pour le 1er. District, à l'Arcade de Banks, sous la présidence de MM. St. Clair Thomassin et Oliver Akin.

Pour le 2e District, chez Mr. Cha. Dimond, rue Tchoupitoulas, sous la présidence de MM. James Purdon et S. D. Dixon.

Pour le 3e District, chez Mr. H. Norton, sous la présidence de MM. L. R. Gaiennié et Alex. Plauché.

Dans la 3e. Municipalité.

Pour le 1er. District, chez le juge Lanceuville, encoignure Esplanade et Casacalve, sous la présidence du juge Lanceuville et J. Queré.

Pour le 2e District, à Franklin Hall, rue Levée et Champs Elysées, sous la présidence de MM. A. Clavier et Paulin Blanc.

Pour le 3e District, à Free Port Hotel, rue de la Levée, sous la présidence de MM. H. Cantrel et B. Cornu.

Pour le 4e District, chez Mr. Le. Bringier, chemin du Bayou, sous la présidence de MM. Coquet et R. Brugier.

Pour le District de la rive droite du fleuve, chez Mr. Arthur Fortier, sous la présidence de MM. Arthur Fortier et Louis Bernoudy.

Les votes, au terme de la loi, seront reçus depuis neuf heures du matin jusqu'à trois heures après-midi.

Nouvelle Orléans, 30 Avril 1836.
2 mai—6 (Signé) CHS. MAURIAN, juge.

REPDU OU VOLE.—Samedi soir, 30 avril, un petit portefeuille de poche, vert foncé, contenant deux billets de cinq piastres de la banque de la Louisiane, un check pour la somme de treize cents piastres sur la Banque de la Louisiane, signé par N. & B. Hart. payable au porteur et daté du 4 mars 1836, un billet à ordre d'Andrew McCoy, à l'ordre de Wade pour une somme de deux ou trois cents piastres, et différens autres papiers et memorandums qui ne sont d'aucun service à personne qu'à leur propriétaire. Le public est averti de ne pas négocier le billet ou le check, parce que le paiement en est suspendu. Une récompense de $20 sera payée à quiconque remettra ce portefeuille de poche, avec son contenu, à l'Editeur de ce journal. 2 mai—3

DEMANDE D'ASSOCIE.—Une personne bien établie dans les affaires de commission et le commerce d'épicerie, dans cette ville, désire trouver un associé qui puisse fournir un capital de 5 à $6,000 comptant. On donnera de bonnes références pour les engagemens. S'adresser par écrit à la boite no. 443, à la Poste. 2 mai—3

RESTE à vendre à l'amiable au consulat de France rue de l'Esplanade, de ce jour au quinze mai prochain, des livres, des rideaux blancs, 2 lits d'enfans et des moustiquaires, une bibliothèque d'acajou, de l'argenterie, des chaises et des canapés français, un lustre en bronze doré, des fauteuils et des tables de toilette, une lampe d'albâtre, une armoire, une cage à poule, des baquets, quelques objets de ménage, deux portes vitrées, une grande armoire pour harnais, un cheval bon à tout, une charrette, des selles, colliers, brides, mords, fouets anglais, une selle de femme, etc. 2 mai-3

LES soussignés ont en débarquement et offrent à vendre: 100 barils mapleresses no. 1, 2 et 3; 50 do demi; 300 caisses moras blanche et sèche; 200 do. bareng; 1ère qualité 100 do savon de Winchester; 50 do blanc de baleine; 100 barils rum du nord; 30 boucauds de; 100 barils genièvre américain: 100 do eau-de-vie.
CARRIERE DARAN & Co.
2 mai rue St. Louis no 11.

MARCHANDISES ayant droit au drawback.—Par les derniers arrivages, un assortiment considérable de marchandises convenables au marché mexicain, savoir: satteens, couleurs assorties, toile à draps, nankins bleus, velveteens assortis, satteens à carreaux et à raies; lastings; draps bleu et écarlate, de qualités supérieures; casimirs; batiste et jaconas de 40 pouces; schalls unis; mouchoirs et roses de Turquie, chemises de couleur des dessins des plus nouveaux. La tout avec conditions les plus favorables à ven ire par WILLIAM VANCE,
2 mai 18 Douane.

SUCCESSION de feu Desouge.—Vente par le régister des testamens.—Vendredi le treizième jour de mai, 1836, à 10 heures du matin en vertu d'un ordre de l'honorable cour des preuves dans et pour la ville et paroisse de la Nouvelle Orléans, j'exposerai en vente publique à l'encan pour compte de la succession de feu Jean Baptiste Desouge, les propriétés foncières, savoir :

1o. Un lot de terre situé en cette ville de la Nouvelle Orléans, rue Bassin, entre les rues de la Douane et Bienville, mesurant mesure française, trente pieds de face à la dite rue du Bassin, sur une profondeur de cent vingt pieds, traversant l'île jusqu'à la rue Franklin, sur laquelle rue le dit lot de terre, a également trente pieds de face.

2o. Un lot de terre faisant partie des sommunes de la ville de la Nouvelle Orléans, se composant de la moitié du terrain désigné par le numéro deux, dans l'îlot numéro vingt cinq, d'après un plan dressé par Joseph Pilié, voyer de la ville, en date du vingt cinq Février mil huit cent vingt six, et déposé en l'étude de Félix de Armas, notaire public, en cette ville, par acte en date dix huit août, mil huit cent vingt neuf. Le dit demi lot de terre, mesurant mesure française, trente pieds de face à la rue Trémé, entre les rues Bienville et Conti, sur une profondeur de cent vingt pieds, et mesurant trente pieds six pouces et demi sur la ligne du fonds.

Conditions : Un quart comptant, et la balance à six, douze, dix huit et vingt quatre mois de crédit, en billets endossés à satisfaction portant hypothèque spéciale jusqu'à parfait paiement.
W. F. C. DUPLESSIS, Rég. des Tests.

N. B. Les actes de vente seront passés pardevant Félix Grima, notaire public, aux frais des acquéreurs.
2 mai

MONSIEUR LEON LHOSTE a l'honneur de prévenir le public de la Nouvelle Orléans que la société qui existait sous la raison Lhoste et Bagault est dissoute.

EN débarquement du navire Surat, et à vendre par le soussigné :
80 caisses Chandelles No. 6;
20 do No. 4.
OGER FILS,
2 mai—3 rue Toulouse, No. 19.

VINS, &c.—150 barriques Vin Bergasse;
50 barils Vin blanc, haut Barsac;
50 barils Imitation Madere;
50 paniers Etoile Piagnol;
150 paniers Bouteilles;
200 caisses Vin Muscat, Viguier;
100 caisses Vin blanc Barsac et Sauterne;
50 caisses Eau de fleur d'Orange;
25 caisses Absinthe Suisse;
100 rames Papier gris;
25 caisses Fruits à l'eau-de-vie.
Plus, un assortiment complet de comestibles, à vendre par OGER FILS,
2 mai—3 rue Toulouse, No. 19.

BANQUE DE CARROLLTON.
AVIS est donné par les présentes aux actionnaire de cette institution qu'un dividende semi-annuel de 4 pour cent a été déclaré par la direction; lequel dividende sera payé à bureau ouvert le 9 mai.
2 mai JOHN NICHOLSON, caissier.

BANQUE DE CARROLLTON.
UNE assemblée de la direction, tenue le 19 avril dernier, une résolution fut adoptée pour demander le paiement de 5 piastres par chaque action de 15 me courant et un autre paiement de 5 piastres est exigé pour chacune des époques ci après: 15 juin, 15 octobre, 15 novembre et 15 décembre prochain Avis est donc donné par les présentes que ledits paiemens de 5 pour 100 faits, aux époques ci-dessus désignées, conformément à ladite résolution et à la seconde section de l'acte original d'incorporation de la compagnie du railroad de la Nouvelle Orléans et Carrollton.
2 mai JOHN NICHOLSON, caissier.

A Frêter ou à louer—La belle goélette fine voilière CREOLE, capitaine Fish, du port de 1000 barils. S'adresser au capitaine à bord, en face de la rue St. Louis ou à
30 av JOHN CROSBY, 38 rue du Camp.

Pour Tampico—Le brick fin voilier ATTAKAPAS, capit. Cormier, ayant la plus grande partie de chargement engagée, commencera à charger lundi. Pour le fret de 200 barils ou passage, s'adresser au capitaine à bord ou à
30 av JOHN CROSBY, 38 rue du Camp.

POUR PHILADELPHIE—Le paquebot régulier CHESTER, capitaine Watson. Pour fret ou passage, ayant de beaux emménagemens, s'adresser à bord, en face le poteau No. 57, ou à JAMES REED & Co,
35, rue Royale.
N. B. Ce paquebot sera remorqué dans la Delaware, par un bateau à vapeur. 30 av

ELECTION DU JURY DE POLICE.

EN vertu de la 3e section de la loi, approuvée le 8 Mars 1836, intitulée "Acte pour amender l'acte pour incorporer la ville de la Nouvelle-Orléans, approuvé le 17 février 1805, ainsi que d'autres actes amendant le dit acte," qui divise la ville de la Nlle.-Orléans en trois Municipalités, la première comprenant cinq districts, la seconde trois districts et la troisième quatre districts, et attendu que par la 2e section de la loi approuvé le 7 avril 1824, intitulée "acte relatif l'organisation du jury de police de la paroisse d'Orleans," il est ordonné que chaque district de ville de la Nouvelle Orléans, élira un représentant au jury de police de la dite paroisse. Les citoyens de la ville de la Nouvelle Orléans, dans les limites des trois municipalités, et ceux de la rive droite du fleuve, du Canal Bernoudy à l'habitation Dessalles, sont prévenus que le lundi 9 mai prochain, l'élection d'un représentant au jury de police par chacun des Districts ci-après dénommés aura lieu, savoir :

Dans la 1ère. Municipalité.

Pour le 1er. District, à la cour du juge Guyol, rue Condé, sous la présidence du juge Guyol.

Pour le 3e District, chez M. Lanothe, rue Chartres, sous la présidence de MM. J. Lanothe et ——.

Pour la 3e District, chez Mr Jn. Davis, rue d'Orléans, sous la présidence de MM. Roufine Fernandez et M. Cruzat.

Pour le 4e District, chez Mr. Joseph Sauvinet, sous la présidence de MM. P. A Rousseau et J. B. Laporte.

Pour le 5e District, chez Mr. Bowman, au Bassin, sous la présidence de MM. Bowman et Fréd. Roy.

Dans la 2e. Municipalité.

Pour le 1er. District, à l'Arcade de Banks, sous la présidence de MM. St. Clair Thomassin et Oliver Akin.

Pour le 2e District, chez Mr. Cha. Dimond, rue Tchoupitoulas, sous la présidence de MM. James Purdon et S. D. Dixon.

Pour le 3e District, chez Mr. H. Norton, sous la présidence de MM. L. R. Gaiennié et Alex. Plauché.

Dans la 3e. Municipalité.

Pour le 1er. District, chez le juge Lanceuville, encoignure Esplanade et Casacalve, sous la présidence du juge Lanceuville et J. Queré.

Pour le 2e District, à Franklin Hall, rue Levée et Champs Elysées, sous la présidence de MM. A. Clavier et Paulin Blanc.

Pour le 3e District, à Free Port Hotel, rue de la Levée, sous la présidence de MM. H. Cantrel et B. Cornu.

Pour le 4e District, chez Mr. Le. Bringier, chemin du Bayou, sous la présidence de MM. Coquet et R. Brugier.

Pour le District de la rive droite du fleuve, chez Mr. Arthur Fortier, sous la présidence de MM. Arthur Fortier et Louis Bernoudy.

Les votes, au terme de la loi, seront reçus depuis neuf heures du matin jusqu'à trois heures après-midi.

Nouvelle Orléans, 30 Avril 1836.
2 mai—6 (Signé) CHS. MAURIAN, juge.

COMMERCIAL.

Nouvelle-Orléans, 30 Avril 1836.

COTON.

110	balles	Mississipi	[illegible]
104	do	do	18
851	do	do Louisiane	16
175	do	do Arkansas	164
78	do	do Alabama	164
85	do	Florida	16
56	do	do Mobile	17½

A Frêter ou à louer—La belle goélette fine voilière CREOLE, capitaine Fish, du port de 1000 barils. S'adresser au capitaine à bord, en face de la rue St. Louis ou à
30 av JOHN CROSBY, 38 rue du Camp.

Pour Tampico—Le brick fin voilier ATTAKAPAS, capit. Cormier, ayant la plus grande partie de chargement engagée, commencera à charger lundi. Pour le fret de 200 barils ou passage, s'adresser au capitaine à bord ou à
30 av JOHN CROSBY, 38 rue du Camp.

POUR PHILADELPHIE—Le paquebot régulier CHESTER, capitaine Watson. Pour fret ou passage, ayant de beaux emménagemens, s'adresser à bord, en face le poteau No. 57, ou à JAMES REED & Co,
35, rue Royale.
N. B. Ce paquebot sera remorqué dans la Delaware, par un bateau à vapeur. 30 av

ELECTION DU JURY DE POLICE.

EN vertu de la 3e section de la loi, approuvée le 8 Mars 1836, intitulée "Acte pour amender l'acte pour incorporer la ville de la Nouvelle-Orléans, approuvé le 17 février 1805, ainsi que d'autres actes amendant le dit acte," qui divise la ville de la Nlle.-Orléans en trois Municipalités, la première comprenant cinq districts, la seconde trois districts et la troisième quatre districts, et attendu que par la 2e section de la loi approuvé le 7 avril 1824, intitulée "acte relatif l'organisation du jury de police de la paroisse d'Orleans," il est ordonné que chaque district de ville de la Nouvelle Orléans, élira un représentant au jury de police de la dite paroisse. Les citoyens de la ville de la Nouvelle Orléans, dans les limites des trois municipalités, et ceux de la rive droite du fleuve, du Canal Bernoudy à l'habitation Dessalles, sont prévenus que le lundi 9 mai prochain, l'élection d'un représentant au jury de police par chacun des Districts ci-après dénommés aura lieu, savoir :

Dans la 1ère. Municipalité.

Pour le 1er. District, à la cour du juge Guyol, rue Condé, sous la présidence du juge Guyol.

Pour le 3e District, chez M. Lanothe, rue Chartres, sous la présidence de MM. J. Lanothe et ——.

Pour la 3e District, chez Mr Jn. Davis, rue d'Orléans, sous la présidence de MM. Roufine Fernandez et M. Cruzat.

Pour le 4e District, chez Mr. Joseph Sauvinet, sous la présidence de MM. P. A Rousseau et J. B. Laporte.

Pour le 5e District, chez Mr. Bowman, au Bassin, sous la présidence de MM. Bowman et Fréd. Roy.

Dans la 2e. Municipalité.

Pour le 1er. District, à l'Arcade de Banks, sous la présidence de MM. St. Clair Thomassin et Oliver Akin.

Pour le 2e District, chez Mr. Cha. Dimond, rue Tchoupitoulas, sous la présidence de MM. James Purdon et S. D. Dixon.

Pour le 3e District, chez Mr. H. Norton, sous la présidence de MM. L. R. Gaiennié et Alex. Plauché.

Dans la 3e. Municipalité.

Pour le 1er. District, chez le juge Lanceuville, encoignure Esplanade et Casacalve, sous la présidence du juge Lanceuville et J. Queré.

Pour le 2e District, à Franklin Hall, rue Levée et Champs Elysées, sous la présidence de MM. A. Clavier et Paulin Blanc.

Pour le 3e District, à Free Port Hotel, rue de la Levée, sous la présidence de MM. H. Cantrel et B. Cornu.

Pour le 4e District, chez Mr. Le. Bringier, chemin du Bayou, sous la présidence de MM. Coquet et R. Brugier.

Pour le District de la rive droite du fleuve, chez Mr. Arthur Fortier, sous la présidence de MM. Arthur Fortier et Louis Bernoudy.

Les votes, au terme de la loi, seront reçus depuis neuf heures du matin jusqu'à trois heures après-midi.

Nouvelle Orléans, 30 Avril 1836.
2 mai—6 (Signé) CHS. MAURIAN, juge.

REPDU OU VOLE.—Samedi soir, 30 avril, un petit portefeuille de poche, vert foncé, contenant deux billets de cinq piastres de la banque de la Louisiane, un check pour la somme de treize cents piastres sur la Banque de la Louisiane, signé par N. & B. Hart. payable au porteur et daté du 4 mars 1836, un billet à ordre d'Andrew McCoy, à l'ordre de Wade pour une somme de deux ou trois cents piastres, et différens autres papiers et memorandums qui ne sont d'aucun service à personne qu'à leur propriétaire. Le public est averti de ne pas négocier le billet ou le check, parce que le paiement en est suspendu. Une récompense de $20 sera payée à quiconque remettra ce portefeuille de poche, avec son contenu, à l'Editeur de ce journal. 2 mai—3

DEMANDE D'ASSOCIE.—Une personne bien établie dans les affaires de commission et le commerce d'épicerie, dans cette ville, désire trouver un associé qui puisse fournir un capital de 5 à $6,000 comptant. On donnera de bonnes références pour les engagemens. S'adresser par écrit à la boite no. 443, à la Poste. 2 mai—3

RESTE à vendre à l'amiable au consulat de France rue de l'Esplanade, de ce jour au quinze mai prochain, des livres, des rideaux blancs, 2 lits d'enfans et des moustiquaires, une bibliothèque d'acajou, de l'argenterie, des chaises et des canapés français, un lustre en bronze doré, des fauteuils et des tables de toilette, une lampe d'albâtre, une armoire, une cage à poule, des baquets, quelques objets de ménage, deux portes vitrées, une grande armoire pour harnais, un cheval bon à tout, une charrette, des selles, colliers, brides, mords, fouets anglais, une selle de femme, etc. 2 mai-3

LES soussignés ont en débarquement et offrent à vendre: 100 barils mapleresses no. 1, 2 et 3; 50 do demi; 300 caisses moras blanche et sèche; 200 do. bareng; 1ère qualité 100 do savon de Winchester; 50 do blanc de baleine; 100 barils rum du nord; 30 boucauds de; 100 barils genièvre américain: 100 do eau-de-vie.
CARRIERE DARAN & Co.
2 mai rue St. Louis no 11.

MARCHANDISES ayant droit au drawback.—Par les derniers arrivages, un assortiment considérable de marchandises convenables au marché mexicain, savoir: satteens, couleurs assorties, toile à draps, nankins bleus, velveteens assortis, satteens à carreaux et à raies; lastings; draps bleu et écarlate, de qualités supérieures; casimirs; batiste et jaconas de 40 pouces; schalls unis; mouchoirs et roses de Turquie, chemises de couleur des dessins des plus nouveaux. La tout avec conditions les plus favorables à ven ire par WILLIAM VANCE,
2 mai 18 Douane.

SUCCESSION de feu Desouge.—Vente par le régister des testamens.—Vendredi le treizième jour de